Édition Petites Effiches Journaux Judiciaires Associés

Gazette du Palais • LA LOI • LE QUOTIDIEN JURIDIQUE

406e année - 27 juin 2017 - **nº 127** - 1,60 €

ACTUALITÉ

Page 2

■ En bref

Page 3

■ Éclairage

Olivia Dufour

Trois lois pour restaurer « la confiance dans notre vie démocratique »

DOCTRINE

Page 5

■ Immobilier

Audrey Delas

De l'inadaptation du régime juridique de la copropriété aux copropriétés horizontales à deux lots

Page 16

■ Immobilier

Patrice Battistini

Présentation de l'arrêté du 19 avril 2017 fixant le contenu et les modalités de diffusion et de mise à jour du registre public d'accessibilité

JURISPRUDENCE

Page 18

■ Personnes / Famille

Amélie Niemiec

La reconnaissance de la recevabilité du recours d'un centre communal d'action sociale sur le fondement de l'enrichissement sans cause (CA Douai, 19 janv. 2017)

CULTURE

Page 24

■ À l'affiche

François Ménager

L'art de Yasmina Reza





Trois lois pour restaurer « la confiance dans notre vie démocratique » 12780

Olivia DUFOUR

Suppression de la Cour de justice de la République, interdiction faite aux parlementaires de faire travailler des membres de leur famille, création d'une Banque de la démocratie, la réforme de la moralisation de la vie publique, présentée par le garde des Sceaux, François Bayrou, le 1er juin, mêle idées anciennes et vraies innovations.

François Bayrou avait dit qu'il irait vite, promesse tenue. À peine seize jours après son installation au ministère de la Justice, il a présenté son projet de moralisation de la vie publique, leguel ne s'appellera pas finalement projet de loi « sur la moralisation de la vie publique » mais « pour la confiance dans notre vie démocratique ». Qu'importe, a répondu François Bayrou au journaliste qui lui demandait s'il ne regrettait pas ce changement de nom concernant un projet qui lui tient tant à cœur, l'essentiel aux yeux du nouveau garde des Sceaux est que la réforme prenne vie. « Personne ne peut imaginer qu'un texte va rendre tous les acteurs de la vie publique ni tous les citoyens vertueux, car les institutions ne sont pas faites pour rendre les hommes vertueux, a-t-il souligné au début de sa présentation pour décrire l'esprit de ces textes. Mais sachant qu'ils ne le sont pas tous, et même qu'ils ne le sont pas généralement, les institutions sont faites pour éviter que les faiblesses humaines ne contaminent

le corps social ». Prudent rappel alors que le ministre de la Justice savait pertinemment que les journalistes, venus en masse, allaient l'interroger sur les soupcons de conflit d'intérêts à l'encontre du ministre Richard Ferrand, cet embarrassant dossier qui pollue médiatiquement la réforme. « Il ne s'agit plus de se prononcer sur tel ou tel comportement individuel, ni d'adopter des demi-mesures en réaction à tel ou tel événement, et de les oublier ensuite, a encore insisté le garde des Sceaux. Le véritable enjeu est d'adopter une démarche globale de nature à restaurer la confiance des citoyens dans l'action publique; un texte qui proscrive certaines pratiques, mais aussi un texte positif, j'oserai dire imaginatif dans certains de ses chapitres, qui renforce la transparence et soutienne le pluralisme dans la vie politique ». Les objectifs définis par le ministre sont au nombre de trois.

Suite en p. 3



petites-affiches.com



Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris Tél.: 01 42 61 56 14

gazettedupalais.com



annonceslegales@gazette-du-palais.com 12, place Dauphine - 75001 Paris Tél.: 01 44 32 01 50

le-quotidien-juridique.com



annonces@le-quotidien-juridique.com 12, rue de la Chaussée d'Antin - 75009 Paris Tél.: 01 49 49 06 49

laloi.com



Tour Montparnasse 33, avenue du Maine - 75015 Paris Tél.: 01 42 34 52 34